

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 13 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société GRANULATS VICAT

4, rue Aristide Bergès
Les 3 vallons – BP 33
38081 L'ISLE D'ABEAU CEDEX

Références : 20241125-RAP-InspCessActiviteCarriereGranulatsVicat_GillyIsere-Complet
Code AIOT : 0006101563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 25/11/2024, dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté au 110, route des peupliers, lieu-dit « Guillères blanches et Petits lots de Gilly » sur le territoire de la commune de GILLY SUR ISÈRE (73200) . L'inspection a été annoncée le 15/11/2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre de la cessation définitive d'activité notifiée au préfet par l'exploitant par courrier du 20/08/2024.

La visite avait pour principal objectif d'acter la cessation d'activité.

Elle visait en second lieu à faire un point avec l'exploitant sur l'avancement de la procédure de cessation d'activité susvisée.

Les échanges ont notamment porté sur les conditions de mise en sécurité du site (drague flottante, convoyeurs ...), l'usage futur du site ainsi que sur le calendrier prévisionnel de rétrocession du site à Arlysère.

L'inspection s'est terminée par une visite de terrain et des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT SAS
- 110, route des peupliers
Lieu-dit « Guillères blanches et Petits lots de Gilly » 73200 Gilly-sur-Isère
- Code AIOT : 0006101563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière alluvionnaire en eau de sables et graviers a été initialement autorisée par arrêté préfectoral du 26/01/1987.

Par arrêté préfectoral du 02/07/2004, la société SAS GRANULATS RHÔNE-ALPES (GRA) a été autorisée à renouveler et à étendre l'activité de la carrière pour une durée de 20 ans et une production annuelle maximum de 490 000 tonnes (régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature ICPE).

Par arrêté préfectoral du 08/11/2012, portant changement d'exploitant et modification des conditions d'exploitation, la société GRANULATS VICAT SAS a été autorisée à se substituer à l'entreprise GRA pour l'exploitation de cette carrière.

Les matériaux sont extraits du plan d'eau au moyen d'une drague excavatrice flottante électrique puis sont acheminés, au moyen d'un convoyeur (tapis flottants, tapis de plaine), au sein d'une installation de traitement de matériaux fixe (contiguë au site de la carrière et également exploitée par la société GRANULATS VICAT) afin d'y être traités.

Thèmes de l'inspection :

- Contrôle de l'arrêt effectif des activités ;
- Avancement de la procédure de cessation d'activité ;
- Renouvellement des garanties financières du site ;
- Contrôle du suivi qualitatif et quantitatif des eaux de la gravière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « **Faits sans suite administrative** » ;
- « **Faits avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « **Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète** » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité définitive	Arrêté Préfectoral du 02/07/2004, Titre IV – Articles 8 et 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/07/2004 – Annexe – Point 1	Sans objet
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2004 – Article 10.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis d'acter la cessation effective et définitive de l'activité extractive du site.

Elle a par ailleurs permis de faire un point sur l'état d'avancement de la procédure administrative de cessation d'activité du site.

Les échanges tenus en séance ont montré la nécessité pour l'exploitant de procéder à un rétroplanning du démantèlement de ses installations et de définir les conditions de cession du site à Arlysère tout en garantissant des conditions de sécurité acceptables, notamment compte tenu du maintien temporaire sur site de la drague excavatrice (dont la durée prévisionnelle devra être précisée) ainsi que de la poursuite de l'exploitation de l'installation de traitement de matériaux contiguë au site de la carrière.

A cet effet, l'exploitant doit poursuivre la procédure administrative engagée en faisant attester, dans un premier temps, de la mise en œuvre effective des mesures pour assurer la mise en sécurité du site (transmission d'une attestation dite "SECUR" produite par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine) puis, dans un second temps, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Enfin, l'exploitant devra attester d'un suivi de la remise en état effectué en liaison avec un écologue et la commune de Gilly sur Isère.

Par ailleurs, l'exploitant a justifié du renouvellement, en avril 2024, des garanties financières exigées pour l'exploitation du site.

Enfin, l'exploitant a justifié de la réalisation d'un suivi quantitatif des eaux souterraines et du plan d'eau ainsi que d'un suivi qualitatif de l'eau de la gravière. Le rapport 2023 présenté en séance conclut à une absence d'impact de l'activité de la gravière de Gilly sur la qualité des eaux de baignade de la base de loisirs de Grignon pour cette campagne de 2023 (comme depuis le début du suivi) avec une qualité générale des eaux souterraines au droit du plan d'eau apparaissant comme bonne. Les conclusions du rapport de synthèse Améten relatif à la campagne de mesures réalisée en octobre 2024 devront être intégrées dans le mémoire de réhabilitation du site à venir au titre du bilan global de la surveillance quantitative et qualitative du plan d'eau de la gravière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité définitive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2004 – Titre IV – Articles 8 et 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : Article 8 : L'objectif final de la remise en état vise à créer un plan d'eau écologique qui pourrait s'inscrire dans un parc péri urbain en continuité avec la base de loisirs de Grignon. Les berges sont aménagées en fonction de leur destination (promenade, hauts fonds, boisements) comme décrit dans l'étude d'impact. La remise en état est coordonnée avec les travaux d'exploitation. La mise en exploitation de la phase n+2 est conditionnée à la remise en état de la phase n. Un suivi de la remise en état est effectué en liaison avec un écologue et la commune de Gilly. Article 8.1 - Cessation d'activité définitive

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité.

Cette notification sera accompagnée des pièces prévues à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, notamment un dossier comprenant :

- Le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies ;
- Un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés au code de l'environnement et devra comprendre notamment :
 - L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
 - La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
 - Les conditions de remise en état et d'insertion du site dans son environnement ainsi que son devenir,
 - En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement, et les modalités de mise œuvre de servitudes.

Article R.512-39-1 (Code de l'environnement) :

I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Par arrêté préfectoral du 02/07/2004, l'exploitation de cette carrière alluvionnaire en eau a été autorisée pour une durée de 20 ans.

Suite à la relance du service d'inspection ICPE, l'exploitant a notifié au préfet, par courrier du 20/08/2024, la cessation définitive d'activité, au 01/07/2024, du site de la carrière de Gilly sur Isère, en application de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement qui dispose que la notification de cessation d'activité d'une carrière doit intervenir 6 mois avant la date d'arrêt définitif.

Dans sa notification, l'exploitant confirme que depuis le 01/07/2024, les opérations d'extraction ont été arrêtées et la drague excavatrice a été mise en veille et en sécurité.

Les constats visuels opérés sur le site le jour de l'inspection permettent d'attester de la cessation effective de l'exploitation du gisement du plan d'eau de la carrière.

La drague excavatrice a été amarrée près de la rive, les tapis convoyeurs flottants repliés et le tapis convoyeur de plaine (présent entre le plan d'eau et l'installation fixe de traitement de matériaux contiguë au site de la carrière et également exploitée par la société GRANULATS VICAT) a commencé à être démantelé.

Concernant la drague, l'exploitant indique que cet équipement est destiné à être réemployé sur le site de la future extension de la carrière alluvionnaire en eau Granulats Vicat de Sainte-Hélène sur Isère (dont l'ouverture est encore en attente). Dans sa notification, l'exploitant indique cependant ne pas disposer à ce jour de terrain suffisamment spacieux pour accueillir la drague en pièces

détachées en dehors du site de Gilly et que par conséquent, cet équipement sera démonté ultérieurement.

À noter que le site de l'installation fixe de traitement de matériaux précité est à considérer comme un site ICPE distinct du site de la carrière. L'exploitation de ce second site, par la société Granulats Vicat, a vocation à perdurer durant un certain temps après le démantèlement total du site de la carrière.

L'exploitant a par ailleurs indiqué collaborer activement avec la communauté d'agglomération Arlysère (qui deviendra propriétaire foncier des terrains d'emprise de la carrière dans le courant de l'année 2025) afin de rendre le site de la carrière compatible avec un usage futur en tant que plan d'eau d'agrément, cet usage futur étant déjà suggéré dans le dossier de demande d'autorisation.

Pour rappel, l'objectif est de créer un espace naturel attractif, propice à la promenade et à l'observation des milieux naturels, tout en contribuant à la biodiversité locale.

Dès lors, l'exploitant confirme que la compatibilité de remise en état du site avec cet usage ne nécessite pas de modification de l'arrêté préfectoral de juillet 2002.

L'exploitant n'a cependant pas attesté d'un suivi de la remise en état effectué en liaison avec un écologue et la commune de Gilly.

De même, au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait toujours pas fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures pour assurer la mise en sécurité du site, en application de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement (absence de transmission d'une attestation SECUR au service d'inspection ICPE).

Enfin, le dernier plan d'exploitation transmis au service d'inspection est à jour du 23/11/2023. En séance, l'exploitant s'est engagé à transmettre un plan d'exploitation à jour de fin 2024 (accompagné du dernier relevé bathymétrique).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1. Au regard de ce qui précède, l'exploitant doit poursuivre les démarches en lien avec la procédure de cessation définitive d'activité du site de la carrière, en transmettant :

- L'attestation relative à la mise en œuvre des mesures pour assurer la mise en sécurité du site, conformément au point III de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Cette attestation vaut en particulier pour ce qui concerne :

- Les dispositions prises par l'exploitant pour garantir la sécurité compte tenu du maintien temporaire sur site de la drague excavatrice (dont la durée prévisionnelle devra être précisée) ;
- Les dispositions prises par l'exploitant en matière de délimitation/séparation physique du périmètre administratif ICPE (modifié ?) de l'installation de traitement de matériaux. Concernant ce dernier, l'exploitant transmettra un plan de bornage actualisé matérialisant par ailleurs les voies d'accès, portails, panneaux d'information, pistes internes (accès direct au client SCMS..). Un plan de circulation sera également joint.
- Un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés, conformément au point I de l'article R. 512-39-3 de ce même code. Pour rappel, ce mémoire est réputé être transmis dans un délai de 6 mois suivant l'arrêt définitif.

2. L'exploitant attestera par ailleurs d'un suivi de la remise en état effectué en liaison avec un écologue et la commune de Gilly sur Isère, conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral susvisé.
3. Par ailleurs, l'exploitant transmettra un plan d'exploitation à jour de fin 2024 accompagné du dernier relevé bathymétrique et de plans en coupe formalisant les profils des berges/fonds existants au regard des profils théoriques attendus dans le cadre de la remise en état du plan d'eau de la gravière.
4. Enfin, l'exploitant procédera à un rétroplanning du démantèlement final de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2004, article Annexe - Point 1
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : 1. La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de 152 769,84 €.
Constats : L'exploitant a justifié de la constitution effective de ses garanties financières en produisant un acte de cautionnement solidaire daté du 26/04/2024 et à effet du 03/07/2024 jusqu'au 02/07/2026 pour un montant maximum de cautionnement de 226 710 €. <p>Il a été rappelé à l'exploitant que ces garanties financières devront être maintenues jusqu'à la cessation effective d'activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2004, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant opère le suivi piézométrique des ouvrages PG1 à PG9 en période de basses eaux. Un prélèvement et une analyse des eaux de baignade de Grignon sont effectués annuellement par un laboratoire spécialisé en vue de rechercher les hydrocarbures.
Constats : En séance, l'exploitant a justifié de la réalisation, à fréquence annuelle, d'un suivi piézométrique des ouvrages implantés sur le site ainsi que du suivi qualitatif de la qualité des eaux du plan d'eau de la carrière. A cet effet, il a été présenté en séance un rapport de synthèse produit par le bureau d'étude Améten en date du 31/01/2024 relatif au suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines au droit de la gravière de Gilly sur Isère en 2023.

À noter que de 2009 à 2022, ce suivi a été réalisé par le bureau d'étude CPGF-Horizon.

L'examen de ce rapport montre :

- Sur les 9 piézomètres de l'étude hydrogéologique de 2002, 2 piézomètres (PG3 et PG5 d'origine) ont été détruits car situés dans le périmètre d'extraction et ont été remplacés par les PG8 et PG9. Un piézomètre (PG7) n'a jamais été suivi et a fini par être enfoui. A noter que pour plus de compréhension, les piézomètres nommés jusqu'alors PG3 et PG5 ont été renommés PG8 et PG9 à partir de 2020, et ce afin de correspondre au plan présent dans l'étude hydrogéologique précitée. Le suivi avec 6 piézomètres permettait une vision complète de la situation hydrogéologique du site. Cependant, afin d'éviter toute source de contestation, le piézomètre PG7 a été recréé en août 2020 ;
- Le réseau de surveillance est aujourd'hui composé de 7 points de mesure des niveaux piézométriques (eaux souterraines) PG1, PG2, PG4, PG6, PG7, PG8 et PG9 avec l'ajout d'un niveau du plan d'eau (au droit du PG1) ;
- La configuration des ouvrages est la suivante par rapport à la gravière : PG2, PG4 et PG1 (ouvrages amont), PG6 (ouvrage aval à aval latéral) , PG7, PG8 et PG9 (ouvrages aval) ;
- Le suivi quantitatif apparaît plus fréquent au regard de la prescription de l'arrêté préfectoral. En effet, un relevé est réalisé tous les 2 mois et pas uniquement en période de basses eaux. Dès lors, 5 campagnes de suivi piézométrique ont été réalisées sur l'année 2023 :
- Les campagnes de 2023 mettent en évidence :
 - Un écoulement des eaux souterraines supposé en direction de l'Ouest-Sud-Ouest avec une alimentation probable de la nappe par l'Isère ;
 - Un battement saisonnier, plus important en 2023 par rapport à la campagne 2022, de l'ordre de 2 m avec des basses eaux en septembre ;
- Le prélèvement en vue de l'analyse des eaux du plan d'eau (suivi qualitatif) a été réalisé le 18/07/2023 (point de prélèvement au droit du PG8). Conformément à l'arrêté préfectoral du site, ce suivi n'est réalisé que sur le plan d'eau avec un prélèvement intervenant en période estivale qui correspond à la période où le plan d'eau est utilisé sur la partie Nord (commune de Grignon) comme base de loisirs et plage ;
- Les résultats d'analyses attestent d'une absence d'indices organoleptiques ainsi que d'une absence de détection des hydrocarbures.

Le rapport conclut à une absence d'impact de l'activité de la gravière de Gilly sur la qualité des eaux de baignade de la base de loisirs de Grignon pour cette campagne de 2023 (comme depuis le début du suivi) avec une qualité générale des eaux souterraines au droit du plan d'eau apparaissant comme bonne avec l'absence de détection d'hydrocarbures.

En séance, l'exploitant a précisé que le prélèvement en vue du suivi qualitatif du plan d'eau 2024 a été réalisé le 10/10/2024. Un rapport de synthèse Améten est attendu.

Les conclusions de ce rapport devront notamment être intégrées dans le mémoire de réhabilitation du site à venir au titre du bilan global de la surveillance quantitative et qualitative du plan d'eau de la gravière.

Type de suites proposées : Sans suite